



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : **MA25ES0024**

**TRANSPORT SANITAIRE DE PERSONNES EN AMBULANCE OU
VSL POUR LE COMPTE DES ETABLISSEMENTS DE LA DIRECTION
REGIONALE EST FILIERIS**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1. PRESENTATION GENERALE	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ.....	4
2.1- <i>Objet du marché</i>	4
2.2. – <i>Forme du marché</i>	4
2.3. - <i>Décomposition en lots</i> :	4
2.4 – <i>Parties contractantes</i>	4
ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
4.1 <i>Pièces particulières</i>	5
4.2 <i>Pièces générales</i>	6
ARTICLE 5 : Ajout/retrait d'un site	6
ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE	6
ARTICLE 7 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	7
7.1 <i>Modalités d'établissement des prix</i>	7
7.2 <i>Révision des prix</i>	9
ARTICLE 8 : ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT	9
8.1. - <i>Présentation des demandes de paiement</i>	9
ARTICLE 9 – PENALITES-RESILIATION.	11
ARTICLE 10 – ASSURANCE	12
ARTICLE 11 REVUE DE MARCHE	12
ARTICLE 12 – LITIGES	13
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	13

ARTICLE 1. PRESENTATION GENERALE

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère des solidarités et de la Santé et du Ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales (également appelés Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- [145 centres de santé \(généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes\), des dispensaires ;](#)
- [18 pharmacies ;](#)
- [3 magasins d'optique ;](#)
- [1 service de location de matériel médical](#)
- [22 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 11 établissements sanitaires \(soins de suite et de réadaptation, médecin gériatrique, HAD, unités de soins de longue durée\), 6 EHPAD, 1 résidence d'hébergement temporaire, 4 résidences autonomie ;](#)
- [16 services de soins infirmiers à domicile ;](#)
- [2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile.](#)

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

2.1- Objet du marché.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent les prestations de transport sanitaire de personnes en Ambulance ou VSL pour le compte des établissements de la Direction Régionale EST Filieris.

2.2. – Forme du marché.

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1.2°, R2123-1.3° et R2123-2 à R2123-7 et de l'annexe 3 (services sociaux et autres services spécifiques) du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Le présent marché est un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum par lot sur la durée globale tel qu'indiqué à l'article 2.3 ci-après, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-3, R2162-4.3°, R2162-5 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).**

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

2.3. - Décomposition en lots :

Le marché comprend deux (2) lots, répartis comme suit :

Lots	Intitulé	Montant maximum par lot sur la durée globale
Lot 1	Transports sanitaires pour l'établissement de santé de Freyming-Merlebach	600 000 € HT
Lot 2	Transports sanitaires pour l'établissement de santé de Charleville sous-bois	160 000 € HT

2.4 – Parties contractantes

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

Le Directeur général de la CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES
77, avenue de Ségur
PARIS CEDEX 15

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché, la -ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...,)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination. Dans le cas contraire une pénalité sera appliquée.

De plus le ou le titulaire devra fournir une fiche, reprenant les informations suivantes :: (Annexe 2 à l'AE - CRT) :

- Nom de la société et logo
- N° de tel joignable (non surtaxé et prioritaire)
- N° de tel en cas d'indisponibilité du 1^{er} (non surtaxé)
- N° de tel d'au moins un responsable en cas d'indisponibilité des 2 premiers numéros.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément, une fois, par le représentant du pouvoir adjudicateur pour la période allant du 1^{er} janvier 2027 jusqu'au 04 juillet 2027, date de fin du marché.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période initiale, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Conformément à l'article R2162-5 CCP, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - a. Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires
 - b. Annexe 2 : Cadre de Réponses Techniques
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe (règles d'hygiène);
4. Le mémoire technique détaillant les modalités d'exécution des prestations attendues, en complément du CRT, et, de manière générale, tous les documents techniques annexés à l'offre;
5. Les bons de commande.

4.2 Pièces générales

1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021;
2. L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale
3. Les éléments ayant trait aux modalités de calcul du prix des prestations figurant dans la convention nationale des transporteurs sanitaires privés prévue à l'article L. 322-5-2 du code de la sécurité sociale, et publiée au Journal Officiel du 23 mars 2003 et ses annexes n° 1 à 4.

Les conditions générales du titulaire ne sont pas applicables au marché, sauf dispositions qui seraient plus favorables à la CANSSM.

Les pièces générales bien que non jointes au marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 5 : Ajout/retrait d'un site

En cas de cession d'un site à un autre organisme, celle-ci sera actée par une modification de marché ou avenant. Le titulaire sera tenu d'assurer ses prestations jusqu'au terme du marché.

Les restructurations de sites pourront entraîner des adaptations au périmètre d'intervention du titulaire (telles : un changement d'adresse, de service, une réduction ou une augmentation d'activité...). En cas d'ajout de site ou d'augmentation significative d'activité, le titulaire sera obligatoirement sollicité afin de déterminer s'il est en capacité d'absorber ces prestations complémentaires. Dans la positive, une modification de marché sera réalisée. Dans la négative, le marché conservera son périmètre initial.

ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE

Le cas échéant, le titulaire du marché peut sous-traiter des prestations, dans les conditions prévues aux articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par FILIERIS et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En tout état de cause, le sous-traitant et les conditions de son paiement devront faire l'objet d'une acceptation et d'un agrément par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Le tarif de base de facturation sera celui en vigueur au moment du transport.

Les prix seront unitaires, c'est-à-dire que chaque course sera facturée.

TVA applicable :

- Pour les transports en ambulance : la facturation est exonérée de TVA, conformément à l'article 261-4.3° du Code Général des Impôts.
- Pour les transports en VSL et taxis : le taux de TVA intermédiaire de 10% s'appliquera, en application de l'article 279-b-quater du Code Général des Impôts

Le prix du règlement est un prix ajustable obtenu **en appliquant aux tarifs des transports sanitaires agréés** et aux **tarifs des taxis, un taux de minoration ou majoration ferme** pour toute la durée du marché.

L'offre du candidat devra faire apparaître expressément la remise ou la majoration en pourcentage sur lesdits tarifs dans l'annexe financière (BPU).

7.1 Modalités d'établissement des prix

Les prix du transport comprennent :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés ;
- La fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.) pour le transport en ambulance, et le respect des règles d'hygiène énoncées dans le CCTP (annexe n°1);
- La fourniture de l'oxygène en cas de besoin ;
- Le nettoyage systématique du véhicule après chaque transport, et sa désinfection si nécessaire ;
- La prise en charge du patient au lieu de la demande ;
- Le transport du malade jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la demande ;
- Le temps nécessaire d'accompagnement du patient
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.

Pour les ambulances et VSL :

La tarification des transports sanitaires comporte :

- Un forfait départemental ou forfait agglomération ou prise en charge, selon le lieu du siège de l'entreprise de transports sanitaires et le type de transport ;

- Une valorisation trajet court pour les trajets < à 20 km: majoration dégressive, fonction du nombre de kilomètres parcourus ;
- Un tarif kilométrique : applicable à la distance parcourue en charge du lieu de départ au lieu d'arrivée, déduction faite des 3 premiers km inclus dans le forfait départemental et dans le forfait agglomération, ou dès le 1er km parcouru dans le cas de la facturation de la prise en charge.

Les frais de péage sont facturés en sus, sur justification, pour le parcours en charge.

Tarif de nuit, dimanche et jour férié

Les plages horaires jour, nuit, week-end sont celles énoncées dans la convention nationale des transporteurs sanitaires privés et ses avenants s'appliquent.

En cas de contrôle ou de litige facturation, l'itinéraire "conseillé par Michelin" sur <http://www.viamichelin.fr> fera foi entre les parties et servira de référence.

Majoration de dimanche et jour férié :

Les tarifs des transports sanitaires sont majorés les dimanches et jours fériés, entre 8 h et 20 h : majoration de 50 % (pour les ambulances) et de 25 % (pour les VSL) du tarif de jour.

Le tarif du dimanche s'applique à compter du samedi 12 h.

Le supplément TPMR et ambulance bariatrique s'appliquera aux tarifs applicables

Spécificité pour les VSL,

Transport simultané : Le VSL est habilité à transporter plusieurs patients (trois maximum par véhicule).

Lorsque plusieurs patients sont véhiculés, une facture doit être établie pour chacun d'eux. La facture doit comporter le prix du transport correspondant à la distance effectivement parcourue pour chaque intéressé.

Il est alors procédé à un abattement :

- de 23 % sur le prix du transport pour deux patients présents dans le même véhicule au cours du transport, quel que soit le parcours réalisé en commun ;
- de 35 % sur le prix du transport pour trois patients présents dans le même véhicule au cours du transport, quel que soit le parcours réalisé en commun.

À noter : cet abattement s'applique à la totalité de la facture (forfait, valorisation trajet court et tarif kilométrique), majorée éventuellement pour transport le dimanche ou jour férié.

Lorsqu'un VSL effectue un transport comportant l'aller et le retour du (des) patient(s), deux transports sont facturables.

Pour les taxis : le tarif est fixé par arrêté préfectoral modifié chaque année, aucun avenant ne sera mis en œuvre afin de tenir compte des modifications tarifaires appliquées par les taxis. Le titulaire devra en début d'année fournir le nouvel arrêté préfectoral applicable avec sa 1^{ère} facture.

Quel que soit le type de transports sanitaires commandés par l'établissement aucun temps d'attente ou de marche lente ne pourra être appliqué.

En cas d'annulation d'une demande de transport par l'établissement, le titulaire ne pourra pas prétendre à la facturation du transport annulé, ni à aucune indemnité compensatrice si l'annulation intervient au plus tard une heure avant l'heure prévue de prise en charge (Cf CCTP point 3.7.3)

7.2 Révision des prix

Les prix de l'ensemble des prestations seront ajustables selon l'évolution des tarifs réglementaires.

- **Ambulances et VSL** : les prix sont ajustables en fonction des textes précisant la tarification des professions de santé conventionnées avec les caisses d'assurance maladie et plus particulièrement l'annexe tarifaire concernant la profession des transports sanitaires sur laquelle les conditions sont prévues.

- **Taxis** : Les tarifs des taxis sont réglementés et fixés chaque année par arrêté.

Le taux de remise ou de majoration proposé par le titulaire lors de son offre initiale est ferme et s'applique aux nouveaux tarifs pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'ajustement prend effet à la date prévue par le texte modifiant les tarifs de la convention nationale des transporteurs sanitaires privés ou de l'arrêté pour les taxis.

ARTICLE 8 : ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT

8.1. - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont à adresser à chorus Pro.

Les factures afférentes au marché seront établies à la fin de chaque mois, en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date
- le nom et l'adresse du créancier
- le n° de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le n° et la date du marché.

Un état annexé à la facture par type de transport sera établi : transport par VSL, transport par ambulance, transport en taxi. Ces états détailleront les rubriques suivantes:

- date du transport
- nom du ou des malades ou objet du transport
- destination du transport

- nombre de voyages
- prix remis de la prestation réalisée
- honoraires dans le cas des transports effectués de nuit et les dimanches et jours fériés.

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement transmettent leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET 775 685 316 000 17 et le code service de l'établissement ayant passé la commande.

La transmission des factures via CHORUS Pro pour traitement se fera selon les codes service détaillés par site ci-dessous et sous le numéro Siret : 77 685 316 00017

Pour le lot 1 :

Etablissement de soins de Freyming Merlebach - code service EST_ETAB_FREYMING

Pour le lot 2 :

Etablissement de soins de Charleville-sous-Bois - code service EST_ETAB_CHARLEVILLE

8.2. - Règlement.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les prix seront calculés en application de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

ARTICLE 9 – PENALITES-RESILIATION.

9.1 Fiches d'évènements indésirables et pénalités

Dans le cas de transports non programmés, et sans justification de la part du titulaire, des pénalités pourront être appliquées dès lors que le délai entre l'appel par l'établissement et la prise en charge effective du patient excède une heure. Dans cette hypothèse et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité d'un montant de 10% de la facture concernée pourra être appliquée par l'établissement.

Dans le cas de transports programmés, et sans justifications de la part du titulaire, tout retard de prise en charge fera l'objet d'une Fiche d'Evènement d'Incident (FEI). Celle-ci sera notifiée au titulaire par mail à chaque manquement constaté et par établissement :

- De 1 à 3 FEI la société sera informée par mail du problème et devra apporter les solutions ou les explications adéquates.
- Au-delà de 3 FEI, une pénalité forfaitaire de 50 € par fiche pourra être appliquée pour chaque FEI.
- Au terme de 5 F.E.I., le titulaire pourra voir son marché résilié sans préavis, ni indemnités.

En outre si le titulaire fait appel à un autre transporteur de ses confrères pour assurer un transport qu'il ne peut effectuer (article 3.3 du CCTP) et qu'il ne prévient pas l'établissement concerné, une pénalité de 5 € par transport non indiqué à l'établissement pourra être appliquée.

Dans ce cas, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera préalablement notifiée au titulaire par l'établissement concerné, en complément des cas prévus par l'article 41-1 CCAG-FCS.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

9.2 Résiliation

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'un ou l'autre des établissements pour le(s) lot(s) les concernant aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;

- En cas de défaut de réalisation d'une prestation de transport dont la prise en charge a été acceptée préalablement par le titulaire ;
- En cas de manquements graves et répétés aux dispositions du cahier des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient) ;
- En cas de non-respect des règles d'hygiène énoncés dans l'annexe 1, et lorsque 5 Fiches d'Événement Incident (F.E.I.) ont été notifiées au titulaire par mail à chaque manquement constaté et par établissement, le titulaire pourra voir son marché résilié sans préavis, ni indemnités.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il ne sera versé aucune indemnité.

9.3 exécution aux frais et risques

En cas de défaillance du prestataire, l'établissement concerné par la prestation se réserve le droit :

- soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 45 du Cahier des clauses administratives générales/FCS ;
- soit de prononcer la résiliation du marché conformément au CCAG/FCS et selon la procédure décrite à l'article 9.1 du CCAP avec mise en demeure préalable.

ARTICLE 10 – ASSURANCE

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers.

Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'un ou l'autre des établissements le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché.

Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage.

Le candidat fournira dans son offre une attestation d'assurance et devra en transmettre une version actualisée un mois avant chaque date anniversaire du marché.

ARTICLE 11 REVUE DE MARCHÉ

Le marché pourra être évalué et revu conjointement par les services achats /marchés, affaires générales et les services établissements et le ou les titulaire(s), au minimum une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM pourra être associée en tant que de besoin.

Si besoin cette revue de marché peut être programmée à intervalle plus régulier.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- du nombre de transports réalisés par établissement et par catégorie de transport (Ambulance et VSL)
- du nombre de transports qui n'ont pu être effectués par la société titulaire en raison d'une impossibilité d'assurer ce transport et confiés à une autre société
- du nombre de transports non assurés
- du nombre de FEI communiquées et le traitement qui a été apporté.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale autorise les parties contractantes à recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM
(Tribunal judiciaire de Paris – Parvis du Tribunal de Paris- 75859 Paris Cedex 17).

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG/FCS
4	Documents contractuels	4
9.1	Pénalités de retard	14.1
9.2	Résiliation	42